

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Canton de Gore | 76025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sarah Channell, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Canton de Gore pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 5 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité du Canton de Gore

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DU CANTON DE GORE (la « Municipalité ») incluant sa quote-part dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 5 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	5 375 554	5 065 841
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 020	4 709
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 418 868	657 713
Services rendus	5	308 625	390 958
Imposition de droits	6	407 915	521 363
Amendes et pénalités	7	14 432	36 426
Revenus de placements de portefeuille	8	13 348	
Autres revenus d'intérêts	9	134 698	147 737
Autres revenus	10	127 916	62 475
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	11 806 376	6 887 222
Charges			
Administration générale	14	1 606 139	1 548 998
Sécurité publique	15	1 129 343	1 128 604
Transport	16	2 199 637	2 040 896
Hygiène du milieu	17	716 654	648 461
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	274 706	260 790
Loisirs et culture	20	724 651	562 932
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	164 830	170 423
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	6 815 960	6 361 104
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 990 416	526 118
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	8 287 068	7 760 950
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	8 287 068	7 760 950
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	13 277 484	8 287 068

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	358 929	995 791
Débiteurs (note 5)	2	5 246 738	3 877 120
Prêts (note 6)	3	118 902	137 298
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 724 569	5 010 209
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 389 659	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	866 067	690 532
Revenus reportés (note 11)	12	440 356	359 686
Dette à long terme (note 12)	13	6 301 514	6 614 465
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	9 997 596	7 664 683
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 273 027)	(2 654 474)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	17 340 172	10 757 394
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	174 926	151 411
Stocks de fournitures	20	24 486	24 486
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	10 927	8 251
	23	17 550 511	10 941 542
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	13 277 484	8 287 068
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	13 277 484	8 287 068
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	13 277 484	8 287 068

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 990 416	526 118
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	7 102 058)(	541 853)
Produit de cession	3	38 001	3 590
Amortissement	4	519 279	484 586
(Gain) perte sur cession	5	(38 000)	9 584
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(6 582 778)	(44 093)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(23 515)	(42 454)
Variation des stocks de fournitures	10		(2 912)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(2 676)	(977)
	13	(26 191)	(46 343)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 618 553)	435 682
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(2 654 474)	(3 090 156)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(2 654 474)	(3 090 156)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(4 273 027)	(2 654 474)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 990 416	526 118
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	519 279	484 586
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations	3.1	(38 000)	9 584
	4	5 471 695	1 020 288
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 369 618)	284 095
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	175 535	(104 109)
Revenus reportés	8	80 670	57 354
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(23 515)	(42 454)
Stocks de fournitures	11		(2 912)
Autres actifs non financiers	12	(2 676)	(977)
	13	4 332 091	1 211 285
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	7 102 058)	(541 853)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	38 001	3 591
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 064 057)	(538 262)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20	18 396	28 337
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23	18 396	28 337
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25 (	330 020)	(321 521)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 389 659	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	17 069	17 070
Autres			
▪	28.1		
	29	2 076 708	(304 451)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(636 862)	396 909
Solde déjà établi	31	995 791	598 882
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	995 791	598 882
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	358 929	995 791

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité du Canton de Gore est constituée en vertu du Code municipal du Québec (L.R.Q.,c.C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité participe à deux ententes intermunicipales et partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Municipalité. Ils incluent également la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des ententes de partenariats auxquelles elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques. La Municipalité participe aux ententes intermunicipales et aux partenariats suivants :

Entente intermunicipale de l'Écocentre les Bons Voisins :

% de quote-part pour les activités de l'exercice 2024 : 48 %

% de quote-part pour les activités d'investissement de l'exercice 2024 : 48 %

Entente intermunicipale relative à la mise en place d'un service secours spécialisé :

% de quote-part pour les activités de l'exercice 2024 : 35 %

% de quote-part pour les activités d'investissement de l'exercice 2024 : 35 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée d'utilité des immobilisations corporelles.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Municipalité.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant, toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules lourds	10, 12 et 20 ans
Véhicules légers	5 à 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Pour les frais encourus relativement aux frais d'émission de l'emprunt en regard au règlement 194 pour la réfection des chemins Braemar, Lac Chevreuil et Scott devant être taxés sur une période maximale de 25 ans.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, des comptes à recevoir d'organismes municipaux et des amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Municipalité évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 358 929	995 791
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 358 929	995 791
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 358 929	995 791
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 358 929	452 216
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	780 574	703 843
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 561 082	2 449 948
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	588 695	349 877
Organismes municipaux	13	84 154	112 664
Autres			
▪ MUTATIONS ET AUTRES	14.1	76 735	106 786
▪ INTÉRÊTS	14.2	155 498	154 002
	15	5 246 738	3 877 120
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 362 291	1 572 546
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 362 291	1 572 546
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	278 484	260 765
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	370 741	348 730
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 627 400	1 795 695
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	562 941	305 523
	27	3 561 082	2 449 948

Note

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,10 % à 2,15 % et viennent à échéance en 2025. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours du prochain exercice est de 1 362 291 \$.

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations, les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, les comptes à recevoir d'organismes municipaux et les amendes et pénalités, est d'un montant de 3 182 \$.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ ÉCOPRÊT	30.1	118 902	137 298
	31	118 902	137 298
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de deux prêts à demande autorisés totalisant 7 424 800 \$. Ces crédits portent intérêt au taux préférentiel et viennent à échéance en 2029. Au 31 décembre 2024, un montant de 2 389 659 \$ est utilisé.

La Municipalité dispose également d'une marge de crédit temporaire d'un montant maximum autorisé de 1 200 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière. Au 31 décembre 2024, le solde est de 446 412 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	293 501	249 147
Salaires et avantages sociaux	44	173 291	122 606
Dépôts et retenues de garantie	45	311 530	212 735
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ ORGANISMES MUNICIPAUX	47.1	36 865	48 288
▪ INTÉRÊTS COURUS	47.2	50 880	55 465
▪ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	47.3		2 291
	48	866 067	690 532

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les avantages sociaux à payer ainsi que les montants à payer aux organismes municipaux et le gouvernement du Québec, est d'un montant de 751 560 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	65 339	91 734
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ TRANSFERTS	54.1	151 631	101 532
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	91 804	55 934
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	131 073	101 745
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ MA SANTÉ EN VALEUR	62.1		1 399
▪ FRAIS D'ÉMISSION SUBVENTIONNÉS	62.2	391	7 095
▪ ÉCOPRÊT PERÇU D'AVANCE	62.3	118	247
	63	440 356	359 686

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent 91 804 \$ (2023 - 55 934 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 0 \$ (2023 - 49 455 \$).

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 151 631 \$ (2023 - 101 532 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à des travaux afférents à des infrastructures et à des bâtiments. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 74 005 \$ (2023 - 129 995 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,38	5,36	2027	2052	64	6 251 400	6 572 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,25	2,25	2030	2030	69	51 110	59 630
					70	6 302 510	6 632 530
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(996)	(18 065)
					72	6 301 514	6 614 465

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		5 640 500		8 520	5 649 020
2026	74		120 200		8 520	128 720
2027	75		490 700		8 520	499 220
2028	76				8 520	8 520
2029	77				8 520	8 520
2030 et plus	78				8 510	8 510
	79		6 251 400		51 110	6 302 510
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		6 251 400		51 110	6 302 510

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025 - 5 311 500 \$
 2026 - 43 800 \$
 2027 - 419 700 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	50 037
Régimes de retraite des élus municipaux	89	6 523
	90	56 560
		51 285
		6 203
		57 488

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	10 918 079	6 071 815		16 989 894
Autres					
▪ PARCS	104.1	915 867	51 160		967 027
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	2 781 173	228 998		3 010 171
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 622 909	47 936	36 938	1 633 907
Ameublement et équipement de bureau	109	187 711	19 727		207 438
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 234 843	318 050	91 829	1 461 064
Terrains	111	401 759	424 955		826 714
Autres	112	11 235			11 235
	113	18 073 576	7 162 641	128 767	25 107 450
Immobilisations en cours	114	115 261	(60 583)		54 678
	115	18 188 837	7 102 058	128 767	25 162 128
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 451 000	301 016		3 752 016
Autres					
▪ PARCS	119.1	349 062	44 755		393 817
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 087 786	69 351		1 157 137
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 557 137	31 433	36 938	1 551 632
Ameublement et équipement de bureau	124	167 427	4 767		172 194
Machinerie, outillage et équipement divers	125	810 445	66 858	91 828	785 475
Autres	126	8 586	1 099		9 685
	127	7 431 443	519 279	128 766	7 821 956
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	10 757 394			17 340 172
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	174 926	151 411
	135	174 926	151 411
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	174 926	151 411

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ ASSURANCES	143.1	10 927	8 251
Autres			
▪	144.1		
	145	10 927	8 251

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée pour les années futures en vertu de divers contrats relativement à la cueillette d'ordures et de matières recyclables, au déneigement, au contrôle canin, du système d'alerte pour les pompiers et de l'entretien d'équipement. Les versements incluant les taxes, relatifs à ces contrats, échéant entre 2025 et 2029, totalisent 1 849 016 \$ et se répartissent comme suit :

2025	-	1 060 570 \$
2026	-	254 509 \$
2027	-	195 184 \$
2028	-	169 619 \$
2029	-	169 134 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Également, un contrat de nivelage de chemins a été octroyé en 2023 avec des options de renouvellement en 2024 et 2025 pour un coût de 230,97 \$ à 236,22 \$ par kilomètre. Comme ce travail est directement lié aux conditions climatiques, il est impossible d'évaluer la dépense pour 2025. La dépense en 2024 totalise 24 288 \$.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Municipalité fait l'objet d'une poursuite pour un montant de 3,3 millions de dollars en dommages pour un projet de lotissement. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers. De plus, la Municipalité est couverte par ses assurances pour un montant maximum de 1 million de dollars.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, l'organisme contrôlé l'Écocentre les Bons Voisins n'ayant pas adopté de budget.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Municipalité est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, des comptes à recevoir d'organismes municipaux et des amendes et pénalités, et aux prêts.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, les comptes à recevoir d'organismes municipaux et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, les comptes à recevoir d'organismes municipaux et les amendes et pénalités à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, est composée de comptes non en souffrance de 3 182 \$.

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value présentée à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers consolidés, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	2 389 659 \$	- \$	- \$	- \$	2 389 659 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	751 560 \$	- \$	- \$	- \$	751 560 \$
Dette à long terme	5 649 020 \$	627 940 \$	17 040 \$	8 510 \$	6 302 510 \$
	<u>8 790 239 \$</u>	<u>627 940 \$</u>	<u>17 040 \$</u>	<u>8 510 \$</u>	<u>9 443 729 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	587 755 \$	- \$	- \$	- \$	587 755 \$
Dettes à long terme	330 020 \$	5 777 740 \$	507 740 \$	17 030 \$	6 632 530 \$
	<u>917 775 \$</u>	<u>5 777 740 \$</u>	<u>507 740 \$</u>	<u>17 030 \$</u>	<u>7 220 285 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts, les emprunts temporaires et la dette à long terme.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 065 841	5 032 181	5 375 554			5 375 554
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 709	3 600	5 020			5 020
Quotes-parts	3						
Transferts	4	408 677	492 568	565 044			565 044
Services rendus	5	488 291	388 327	389 929			308 625
Imposition de droits	6	521 363	416 000	407 915			407 915
Amendes et pénalités	7	36 426	15 000	14 432			14 432
Revenus de placements de portefeuille	8			13 348			13 348
Autres revenus d'intérêts	9	147 737	90 000	134 698			134 698
Autres revenus	10	13 020	45 000	112 916			112 916
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 686 064	6 482 676	7 018 856			6 937 552
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	249 036	5 603 367	4 853 824			4 853 824
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	49 455		15 000			15 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	298 491	5 603 367	4 868 824			4 868 824
	22	6 984 555	12 086 043	11 887 680			11 806 376
Charges							
Administration générale	23	1 517 588	1 502 112	1 577 752	28 387		1 606 139
Sécurité publique	24	1 060 927	1 010 907	1 073 139	56 204		1 129 343
Transport	25	1 760 232	1 837 322	1 873 019	326 618		2 199 637
Hygiène du milieu	26	732 203	785 695	784 931	15 481		716 654
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	260 590	309 761	274 706			274 706
Loisirs et culture	29	471 888	571 736	629 608	95 043		724 651
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	170 423	171 068	164 830			164 830
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	487 313	493 439	521 733 (	521 733)		
	34	6 461 164	6 682 040	6 899 718			6 815 960
Excédent (déficit) lié aux activités	35	523 391	5 404 003	4 987 962			4 990 416

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	523 391	5 404 003	4 987 962	4 990 416
Moins : revenus d'investissement	2	(298 491)	(5 603 367)	(4 868 824)	(4 868 824)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	224 900	(199 364)	119 138	121 592
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	487 313	493 439	521 733	519 279
Produit de cession	5	3 590		38 001	38 001
(Gain) perte sur cession	6	9 584		(38 000)	(38 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	500 487	493 439	521 734	519 280
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9			159	159
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			159	159
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	28 337		18 397	18 397
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	28 337		18 397	18 397
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(252 481)	(284 075)	(259 233)	(259 233)
	18	(252 481)	(284 075)	(259 233)	(259 233)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(91 876)	(10 000)	(68 869)	(68 869)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			91 462	91 462
Excédent de fonctionnement affecté	21	9 250			
Réserves financières et fonds réservés	22	(46 640)		(47 603)	(47 603)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	10 366		10 366	10 366
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(118 900)	(10 000)	(14 644)	(14 644)
	26	157 443	199 364	266 413	263 959
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	382 343		385 551	385 551

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	298 491	4 868 824	4 868 824
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	)	417 838)	(
Sécurité publique	3 (	2 725)	258 356)	(
Transport	4 (	146 069)	6 083 076)	(
Hygiène du milieu	5 (	2 887))	(
Santé et bien-être	6 ())	(
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())	(
Loisirs et culture	8 (	390 172)	342 788)	(
Réseau d'électricité	9 ())	(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())	(
	11 (	541 853)	7 102 058)	(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	42 454)	23 674)	(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ())	(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14			
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	91 876	68 869	68 869
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		76 746	76 746
Excédent de fonctionnement affecté	17	143 161	118 153	118 153
Réserves financières et fonds réservés	18		248 390	248 390
	19	235 037	512 158	512 158
	20	(349 270)	(6 613 574)	(6 613 574)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(50 779)	(1 744 750)	(1 744 750)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	995 791	358 929		358 929
Débiteurs (note 5)	2	3 877 120	5 246 738		5 246 738
Prêts (note 6)	3	137 298	118 902		118 902
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	5 010 209	5 724 569		5 724 569
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		2 389 659		2 389 659
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	690 532	866 067		866 067
Revenus reportés (note 11)	12	359 686	440 356		440 356
Dettes à long terme (note 12)	13	6 614 465	6 301 514		6 301 514
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	7 664 683	9 997 596		9 997 596
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 654 474)	(4 273 027)		(4 273 027)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	10 793 149	17 373 473		17 340 172
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	151 411	174 926		174 926
Stocks de fournitures	20	24 486	24 486		24 486
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	8 251	10 927		10 927
	23	10 977 297	17 583 812		17 550 511
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 159 039	1 185 740		1 185 740
Excédent de fonctionnement affecté	25	294 343	366 830		366 830
Réserves financières et fonds réservés	26	648 376	530 283		530 283
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(23 168)	(16 464)		(16 464)
Financement des investissements en cours	28	(81 979)	(1 909 423)		(1 909 423)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	6 326 212	13 153 819		13 120 518
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	8 322 823	13 310 785		13 277 484
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 738 729	1 816 665	1 793 868	1 716 109
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	391 168	348 819	345 710	326 247
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 426 156	3 513 115	3 457 717	3 167 862
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	166 368	156 649	156 649	167 020
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	4 700	8 181	8 181	3 403
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	408 477	406 253	406 253	407 583
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	493 439	521 733	519 279	484 586
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Frais divers	21.1	53 003	128 303	128 303	88 294
	22	6 682 040	6 899 718	6 815 960	6 361 104

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 185 740	1 159 039
Excédent de fonctionnement affecté	2	366 830	294 343
Réserves financières et fonds réservés	3	530 283	648 376
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	16 464)(	23 168)
Financement des investissements en cours	5	(1 909 423)	(81 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	13 120 518	6 290 457
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 277 484	8 287 068
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 185 740	1 159 039
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 185 740	1 159 039
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ BUDGET - EXERCICE SUIVANT	12.1	179 200	
▪ BOURSE D'ÉTUDES	12.2	33 004	33 004
▪ PROJET PARC BEATTIE (PARIT)	12.3	115 968	231 339
▪ PROJET PARC BREAUL	12.4	27 218	30 000
▪ BARRAGES	12.5	11 440	
	13	366 830	294 343
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	366 830	294 343

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	159 321
Organismes contrôlés et partenariats	22	204 035
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	340 962
Organismes contrôlés et partenariats	26	424 341
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 000
Autres		
▪	30.1	
	31	530 283
	32	648 376
	530 283	648 376

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	17 069)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	17 069)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	605
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	605
	63 (	16 464)(
		23 168)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 (1 909 423)(	81 979)
	66 (1 909 423)	(81 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 17 340 172	10 757 394
Propriétés destinées à la revente	68 174 926	151 411
Prêts	69 118 902	137 298
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 17 634 000	11 046 103
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 17 634 000	11 046 103
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (6 301 514)(	6 614 465)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (996)(	18 065)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 1 771 959	1 842 746
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 17 069	34 138
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (4 513 482)(	4 755 646)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (4 513 482)(	4 755 646)
	83 13 120 518	6 290 457

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		2
--	-----	--	---

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité offre un régime à cotisations déterminées à ses employés. La Municipalité doit verser une cotisation variant de 5 % à 5,5 % des gains admissibles. La charge relative à ce régime correspond à la cotisation requise de la Municipalité pour l'exercice.

La Municipalité offre également un régime volontaire d'épargne-retraite aux employés temps partiel. La Municipalité doit verser une cotisation de 2 % des gains admissibles. La charge relative à ce régime correspond à la cotisation requise de la Municipalité pour l'exercice.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		1 475
Régime de retraite simplifié	113	50 037	49 810
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	50 037	51 285

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1	1

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 935	1 841
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	6 523	6 203
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	6 523	6 203

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	4 284 703	4 623 188	4 623 188	4 331 133
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8	64 728	45 275	45 275	45 666
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	4 349 431	4 668 463	4 668 463	4 376 799
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12				
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	454 210	475 962	475 962	459 672
Autres					
▪ Environnement	16.1	216 540	216 025	216 025	216 733
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 000	15 104	15 104	12 637
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	682 750	707 091	707 091	689 042
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	682 750	707 091	707 091	689 042
	27	5 032 181	5 375 554	5 375 554	5 065 841

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	3 600	5 020	5 020
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	3 600	5 020	5 020
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	3 600	5 020	5 020
				4 709

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		10 775	13 377
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	15 000	17 424	17 424
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	205 000	205 044	205 063
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55	50 797	61 313	44 955
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	17 500		6 565
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73		14 046	14 046
Autres	74			2 137

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82	5 100		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	17 800	14 649	14 649
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	311 197	323 251	323 251
				273 956

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		13 672	13 672
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	5 389 914	4 714 991	4 714 991
Enlèvement de la neige	95			75 513
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	213 453	125 161	125 161
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité				
	127			
	128	5 603 367	4 853 824	4 853 824
				249 036

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	65 000	125 422	125 422
Fonds de développement des territoires	134			100 911
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	116 371	116 371	116 371
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	181 371	241 793	241 793
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 095 935	5 418 868	5 418 868
				134 721
				657 713

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	24 800	32 500	32 500
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	24 800	32 500	32 500
Autres				24 171
				24 171
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162	110 342	81 304	(391)
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	110 342	81 304	(391)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			5 579
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			5 579
Réseau d'électricité	183			
	184	135 142	113 804	32 500
				29 359

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	72 625	99 254	102 772
	188	72 625	99 254	102 772
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191		1 500	(4 911)
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194		1 500	(4 911)
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	3 500	16 332	128 679
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	3 500	16 332	128 679
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	17 010	18 637	60 753
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	15 000	5 891	16 794
	214	32 010	24 528	77 547

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	15 000	5 250	5 250
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	15 000	5 250	5 250
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	120 050	121 126	121 126
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	10 000	8 135	8 135
	228	130 050	129 261	129 261
Réseau d'électricité	229			
	230	253 185	276 125	276 125
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	388 327	389 929	308 625
				390 958

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	31 000	31 268	29 266
Droits de mutation immobilière	233	325 000	324 605	430 462
Droits sur les carrières et sablières	234	60 000	52 042	61 635
Autres	235			
	236	416 000	407 915	521 363
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	15 000	14 432	36 426
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238		13 348	13 348
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	90 000	134 698	147 737
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		38 000	(9 584)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	5 000	500	500
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	40 000	40 000	40 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		49 416	72 059
	250	45 000	127 916	62 475
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	193 083	199 553		199 553	199 553	197 855
Greffe et application de la loi	2	32 500	24 630		24 630	24 630	27 613
Gestion financière et administrative	3	1 141 835	1 170 628	28 387	1 199 015	1 199 015	1 190 572
Évaluation	4	89 841	87 617		87 617	87 617	64 330
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Greffe	6.1	19 850	10 738		10 738	10 738	15 970
▪ Divers	6.2	25 003	84 586		84 586	84 586	52 658
	7	1 502 112	1 577 752	28 387	1 606 139	1 606 139	1 548 998
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	401 249	401 353		401 353	401 353	382 642
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	552 793	585 078	56 204	641 282	641 282	621 971
Sécurité civile	11	10 000	39 398		39 398	39 398	68 627
Autres	12	46 865	47 310		47 310	47 310	55 364
	13	1 010 907	1 073 139	56 204	1 129 343	1 129 343	1 128 604
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	770 250	790 862	326 618	1 117 480	1 117 480	1 017 551
Enlèvement de la neige	15	1 001 509	1 023 837		1 023 837	1 023 837	966 598
Éclairage des rues	16	6 400	9 287		9 287	9 287	5 398
Circulation et stationnement	17	31 000	20 870		20 870	20 870	31 751
Transport collectif							
Transport en commun	18	28 163	28 163		28 163	28 163	19 598
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 837 322	1 873 019	326 618	2 199 637	2 199 637	2 040 896

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	178 560	173 782		173 782	173 782	149 098
Élimination	28	44 063	55 895		55 895	55 895	45 693
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	144 213	139 107		139 107	139 107	118 976
Tri et conditionnement	30	29 500	55 025		55 025	55 025	28 491
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	205 956	166 031	7 141	173 172	89 414	118 729
Autres	34						
Plan de gestion	35	22 881	22 881		22 881	22 881	26 370
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	160 272	172 210	8 340	180 550	180 550	161 104
Autres	39	250					
	40	785 695	784 931	15 481	800 412	716 654	648 461
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	300 461	268 497		268 497	268 497	254 694
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	9 300	6 209		6 209	6 209	6 096
	53	309 761	274 706		274 706	274 706	260 790
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	76 545	56 529	16 375	72 904	72 904	62 825
Patinoires intérieures et extérieures	55	25 523	32 254	14 110	46 364	46 364	39 556
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	347 204	418 049	64 277	482 326	482 326	387 614
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	117 464	106 665		106 665	106 665	57 012
	61	566 736	613 497	94 762	708 259	708 259	547 007
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	5 000	14 784		14 784	14 784	14 675
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66		1 327	281	1 608	1 608	1 250
	67	5 000	16 111	281	16 392	16 392	15 925
	68	571 736	629 608	95 043	724 651	724 651	562 932

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	147 702	139 580		139 580	139 580	149 951
Autres frais	71	18 666	17 069		17 069	17 069	17 069
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	4 700	8 181		8 181	8 181	3 403
	74	171 068	164 830		164 830	164 830	170 423
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	493 439	521 733 (	521 733)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 010 732	6 010 732	146 069
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	51 160	51 160	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	228 998	228 998	318 343
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	47 936	47 936	
Ameublement et équipement de bureau	18	19 727	19 727	17 692
Machinerie, outillage et équipement divers	19	318 550	318 550	58 839
Terrains	20	424 955	424 955	910
Autres	21			
	22	7 102 058	7 102 058	541 853

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	6 061 892	6 061 892	146 069
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 040 166	1 040 166	395 784
	12	7 102 058	7 102 058	541 853

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	935 531		50 420	885 111
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 854 253		208 813	3 645 440
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 789 784		259 233	4 530 551
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 572 546		210 255	1 362 291
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 572 546		210 255	1 362 291
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	270 200		(139 468)	409 668
	15	1 842 746		70 787	1 771 959
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 842 746		70 787	1 771 959
	19	6 632 530		330 020	6 302 510
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 632 530		330 020	6 302 510

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 301 514
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 909 423
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	605
--	---	-----

Débiteurs	8	1 362 291
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 848 041
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	

Endettement net à long terme	14	6 848 041
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	842 901
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	7 690 942
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 690 942
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	27 997	27 996	22 069
Évaluation	2	89 841	87 618	64 330
Autres	3	106 760	115 083	156 053
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	29 549	29 549	23 566
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	28 163	28 163	19 598
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	22 881	22 881	26 370
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	58 207	49 884	65 443
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	45 079	45 079	30 154
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	408 477	406 253	406 253
			406 253	407 583

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 981 925	541 853
Frais de financement	4	120 133	
Autres	5		
	6	7 102 058	541 853

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	35,00	7 256,00	409 598	79 733	489 331
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,56	35,00	13 523,00	502 521	127 596	630 117
Cols bleus	4	10,38	35,00	35 394,25	569 867	107 811	677 678
Policiers	5						
Pompiers	6	24,00	3,00	6 246,00	197 565	18 427	215 992
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	45,94		62 419,25	1 679 551	333 567	2 013 118
Élus	9	7,00			137 114	15 252	152 366
	10	52,94			1 816 665	348 819	2 165 484

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	545 708	4 833 823	642	38 695	5 418 868
	7	545 708	4 833 823	642	38 695	5 418 868

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	26 567	22 662
	4	26 567	22 662
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	17 614	21 237
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	17 614	21 237
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	115 956	121 157
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	115 956	121 157
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22	2 732	3 139
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	2 732	3 139
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 961	2 228
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	1 961	2 228
Réseau d'électricité			
	42		
	43	164 830	170 423

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Scott Pearce	1.1 Maire	36 797	17 601	55 305	1 024
Anik Korosec	1.2 Conseiller	9 326	4 460		
Anselmo Marandola	1.3 Conseiller	9 326	4 460		
Alain Giroux	1.4 Conseiller	9 326	4 460	9 893	4 946
Shirley Roy	1.5 Conseiller	9 326	4 460		
Sakina Khan	1.6 Conseiller	9 325	4 461		
Daniel Leduc	1.7 Conseiller	9 325	4 461		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	300 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	52 042 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 35 870 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 29 329 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

242

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 205 044 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 689 318 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 4 993 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 298 412 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 269 190 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 572 595 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ 77 375 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 5 977 424 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 7 316 712 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Achat d'un pick-up F150 et d'un balai pour sable abrasif
- Relatives à l'entretien d'été :
- Réfection complète du chemin Cambria et remplacement du ponceau sur Cambria coin 329, corrections sur Braemar, Lac Chevreuil et Scott.
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 2025-05-095 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-05-05 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 2022-06-185 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2022-06-06 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 4 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 563 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 320 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-05

Nom du signataire : Sarah Channell

Fonction du signataire : Greffière-Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 07:12

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	6 686 064	6 482 676	7 018 856		6 937 552
Investissement	2	298 491	5 603 367	4 868 824		4 868 824
	3	6 984 555	12 086 043	11 887 680		11 806 376
Charges	4	6 461 164	6 682 040	6 899 718		6 815 960
Excédent (déficit) lié aux activités	5	523 391	5 404 003	4 987 962		4 990 416
Moins : revenus d'investissement	6	(298 491)	(5 603 367)	(4 868 824)		(4 868 824)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	224 900	(199 364)	119 138		121 592
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	487 313	493 439	521 733		519 279
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(252 481)	(284 075)	(259 233)		(259 233)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(91 876)	(10 000)	(68 869)		(68 869)
Excédent (déficit) accumulé	12	(27 024)		54 225		54 225
Autres éléments de conciliation	13	41 511		18 557		18 557
	14	157 443	199 364	266 413		263 959
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	382 343		385 551		385 551

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	995 791	358 929	995 791
Débiteurs	2	3 877 120	5 246 738	3 877 120
Prêts	3	137 298	118 902	137 298
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	5 010 209	5 724 569	5 010 209
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		2 389 659	2 389 659
Créditeurs et charges à payer	9	690 532	866 067	690 532
Revenus reportés	10	359 686	440 356	359 686
Dette à long terme	11	6 614 465	6 301 514	6 614 465
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	7 664 683	9 997 596	7 664 683
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(2 654 474)	(4 273 027)	(2 654 474)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	10 793 149	17 373 473	10 757 394
Autres	17	184 148	210 339	184 148
	18	10 977 297	17 583 812	10 941 542
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 159 039	1 185 740	1 159 039
Excédent de fonctionnement affecté	20	294 343	366 830	294 343
Réserves financières et fonds réservés	21	648 376	530 283	648 376
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	23 168)(	16 464)(	23 168)
Financement des investissements en cours	23	(81 979)	(1 909 423)	(81 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	6 326 212	13 153 819	6 290 457
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	8 322 823	13 310 785	8 287 068

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ BUDGET - EXERCICE SUIVANT	1.1	179 200	
▪ BOURSE D'ÉTUDES	1.2	33 004	33 004
▪ PROJET PARC BEATTIE (PARIT)	1.3	115 968	231 339
▪ PROJET PARC BREAU	1.4	27 218	30 000
▪ BARRAGES	1.5	11 440	
	2	366 830	294 343
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	366 830	294 343
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	159 321	204 035
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	340 962	424 341
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	30 000	20 000
Autres			
▪	14.1		
	15	530 283	648 376
	16	897 113	942 719

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 848 041
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 690 942

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 645 440	3 854 253
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	885 111	935 531
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 362 291	1 572 546
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	409 668	270 200
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	6 302 510	6 632 530

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	5 065 841	5 032 181	5 375 554	5 375 554
Compensations tenant lieu de taxes	13	4 709	3 600	5 020	5 020
Quotes-parts	14				
Transferts	15	408 677	492 568	565 044	565 044
Services rendus	16	488 291	388 327	389 929	308 625
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	557 789	431 000	435 695	435 695
Autres	18	160 757	135 000	247 614	247 614
	19	6 686 064	6 482 676	7 018 856	6 937 552
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	249 036	5 603 367	4 853 824	4 853 824
Autres	23	49 455		15 000	15 000
	24	298 491	5 603 367	4 868 824	4 868 824
	25	6 984 555	12 086 043	11 887 680	11 806 376

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 502 112	1 577 752	28 387	1 606 139	1 606 139	1 548 998
Sécurité publique							
Police	2	401 249	401 353		401 353	401 353	382 642
Sécurité incendie	3	552 793	585 078	56 204	641 282	641 282	621 971
Autres	4	56 865	86 708		86 708	86 708	123 991
Transport							
Réseau routier	5	1 809 159	1 844 856	326 618	2 171 474	2 171 474	2 021 298
Transport collectif	6	28 163	28 163		28 163	28 163	19 598
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8						
Matières résiduelles	9	625 173	612 721	7 141	619 862	536 104	487 357
Autres	10	160 522	172 210	8 340	180 550	180 550	161 104
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	300 461	268 497		268 497	268 497	254 694
Promotion et développement économique	13						
Autres	14	9 300	6 209		6 209	6 209	6 096
Loisirs et culture	15	571 736	629 608	95 043	724 651	724 651	562 932
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	171 068	164 830		164 830	164 830	170 423
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	6 188 601	6 377 985	521 733	6 899 718	6 815 960	6 361 104
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	493 439	521 733 (	521 733)			
	21	6 682 040	6 899 718		6 899 718	6 815 960	6 361 104

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	298 491	4 868 824		4 868 824
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	541 853)(	7 102 058)(	)	7 102 058)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	42 454)(	23 674)(	)	23 674)
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	91 876	68 869		68 869
Excédent accumulé	6	143 161	443 289		443 289
	7	(349 270)	(6 613 574)		(6 613 574)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(50 779)	(1 744 750)		(1 744 750)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14